

## MOUVEMENT DE LA SOCIÉTÉ POUR LA PAIX

## Le retour des membres fondateurs

Un comité des membres fondateurs devrait être institué au cours du 4<sup>e</sup> congrès du Mouvement de la société pour la paix qui aura lieu du 29 avril au 1<sup>er</sup> mai.

Le rôle des «historiques» devrait être déterminant dans le choix du futur leader du MSP.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «La création d'un comité des membres fondateurs du mouvement figure parmi les résolutions qui seront proposées à adoption lors du congrès ordinaire. Ces personnalités ont lutté contre l'hégémonie du parti unique et ont eu le courage de s'élever contre la Charte nationale. Il faut surtout éviter de les marginaliser, sinon le mouvement pourrait courir à sa perte», a affirmé, hier, Salem Chérif, président de la commission de préparation du congrès, au cours d'une conférence de presse. Interrogé sur le rôle de ces «personnalités», Salem Chérif a indiqué qu'elles n'auront pas de prérogatives sur le plan «exécutif».

«Ils sont tout au plus une dizaine. Le plus jeune d'entre eux a une soixantaine d'années. Leur comité n'aura pas de rôle exécutif mais sera chargé de missions culturelles, péda-



Abdelmadjid Menasra.

gogiques et stratégiques», précisera-t-il. Même s'ils n'ont jamais été «structurés» au sein d'une instance, les «fondateurs» ont toujours eu un rôle déterminant et «stratégique» dans le Mouvement de la société pour la paix. Même du temps de Mahfoud Nahnah. Ils sont, en quelque sorte, les garants de la «légitimité historique» du parti islamiste.

«Ce sont des gens très écoutés du fait de leur expérience. Ils ont longtemps milité dans la clandestinité», estime, pour sa part, un cadre de cette formation. Il semblerait que le groupe mené par Abdelmadjid Menasra ait

obtenu la bénédiction de cette «autorité morale», en plus de celle de la famille de Mahfoud Nahnah.

En effet, il s'avère que le projet de résolution portant institution de ce comité est l'œuvre des adversaires d'Aboudjerra Soltani. Un groupe dont fait partie Salem Chérif, même s'il ne l'avoue pas ouvertement.

«En ma qualité de président de la commission préparatoire du congrès, je suis astreint à une certaine impartialité. Mais en tant que militant membre du majliss echoura, il m'est quasiment impossible d'être totalement neutre», dira-t-il. Abordant la propo-

sition d'interdiction de cumul de fonctions au sein du parti et du gouvernement, Salem Chérif a indiqué que cette question fait l'objet d'un débat depuis près de deux années.

«Cette interdiction était effective par le passé puis a été abrogée lors du troisième congrès. C'est la base militante du parti qui a exigé qu'elle soit instituée de nouveau.» Si cette disposition venait à être adoptée par le congrès, d'Aboudjerra Soltani serait tenu de démissionner de son poste de ministre d'Etat sans portefeuille s'il souhaite se présenter à la présidence du parti.

T. H.

L'ingérence  
au centre des débats

L'ingérence débouche, dans bien des cas, sur de très graves crises internationales, voire des conflits armés. Afin de faire la lumière sur ce sujet, des juristes se sont regroupés, hier, au forum d'El Moudjahid.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Ces spécialistes, qui ont nuancé droit et devoir d'ingérence, s'accordent à dire que le concept même de l'ingérence est à l'origine de l'ouverture ou de l'extension de conflits entre nations, et représente un des facteurs d'agression.

Le droit d'ingérence est la reconnaissance du droit des Etats de violer la souveraineté nationale d'un autre Etat, en cas de violation massive des droits de la personne.

Le devoir d'ingérence, quant à lui, est conçu comme plus contraignant. Il désigne l'obligation morale faite à un Etat de fournir son assistance en cas d'urgence humanitaire. Seulement, ni le droit, ni le devoir d'ingérence n'ont d'existence dans le droit

humanitaire international. Et l'ingérence elle-même n'est pas un concept juridique défini. Cela étant, les invités du forum ne nient pas «les idées généreuses du concept, qui défend la démocratie et le respect des droits humains de la personne» et ce dans le cas d'assistance humanitaire. Cependant, le motif est contraire à ces principes et souffre d'un certain nombre de contradictions qui sont principalement dues à la confusion volontairement entretenue entre droit et devoir d'ingérence. Il est très souvent difficile de séparer les mobiles humanitaires des mobiles politiques, soutiendra M<sup>e</sup> Chorfi. Et dans l'un ou l'autre cas, l'ingérence reste «un rapport de force entre les Etats», estiment les juristes. Et d'ajouter



Le conflit a engendré une épouvantable famine au Nigeria.

qu'autrefois, l'ingérence avait «des connotations uniquement humanitaires». Le devoir d'ingérence est apparu durant la guerre du Biafra (1967-1970). Un conflit qui a engendré une épouvantable famine, largement couverte par les médias occidentaux mais totalement ignorée par les chefs d'Etat et de gouvernement au nom de la neutralité et de la non-ingérence.

A partir de là, des ONG ont été créées, dont le but

principal était la défense de l'idée que certaines situations sanitaires exceptionnelles peuvent justifier à titre extraordinaire la remise en cause de la souveraineté des Etats.

Le concept a été théorisé à la fin des années 1980, explique le juriste. «Les Etats forts trouvent le prétexte de la nécessité d'assurer le maintien de la paix, la stabilité d'un Etat pour justifier leur ingérence», argumente M<sup>e</sup> Azzi.

W. Z.

## CE MONDE QUI BOUGE

## Alger et ses semblables

Par Hassane Zerrouky



Nombreux sont les étrangers qui nous envient Alger et sa baie. D'abord son cœur historique, La Casbah, quartier en terrasses et en ruelles en forme de labyrinthe, accrochée au massif de Bouzaréah, que prolonge vers l'est et l'ouest la ville moderne et son architecture de style hausmanien

sans équivalent au Maghreb et dans le monde arabe. Il suffit de se promener rue Didouche, rue Ben M'hidi, à Bab-El-Oued, sur le front de mer que l'on aperçoit en arrivant en voiture par l'autoroute ou par bateau, d'observer attentivement ces immeubles peints en blanc et leurs balcons de couleur bleue qui donnent un cet air marin, méditerranéen, à la ville.

Les entrées d'immeubles sont de véritables œuvres d'art. Où que l'on s'arrête, en empruntant les rues et boulevards menant vers les hauteurs de la ville, par exemple depuis le balcon Saint-Raphaël, boulevard Bouguerra, à El Biar, on ne se lasse pas d'admirer, y compris par mauvais temps, cette ville et sa baie.

Mais voilà, depuis quelques temps, tapis dans quelques bureaux de ministères, des bureaucrates expliquent à qui veut les écouter, qu'il faut démolir cette architecture dite coloniale, et la remplacer par des immeubles et des tours en verre, sans âme, à l'instar d'Abou Dhabi ou du Qatar.

Pire : certains préconisent de construire autour de la baie des tours et des marinas, qui à la longue vont la cacher aux yeux de ses habitants et de ces citoyens qui viennent de l'intérieur du pays – car Alger appartient à tous – visiter une ville dont l'histoire remonte aux Phéniciens.

Si ces projets, inspirés par des investisseurs des pays du Golfe incultes, parce que venant de pays sans passé et sans tradition historique, venaient à voir le jour, ce serait le plus grand crime commis à l'endroit des Algériens. Leurs enfants, aujourd'hui en bas âge, n'auraient que des cartes postales ou des photos prises par les anciens pour se souvenir de ce que fut cette ville dont la résistance à l'occupant a fait le tour de la planète. Bien sûr, Alger n'est pas bien entretenue.

Ses rues et ses trottoirs sont sales et défoncés par ordures. Ses ordures s'entassent dans certaines artères de la capitale. Ses escaliers qui permettent de passer d'une rue à une autre, dans cette ville tout en hauteur, ses impasses, ses petits jardins et certains de ses squares se sont transformés au fil du temps en véritables dépotoirs.

Rien n'est fait ou pas suffisamment pour inciter les citoyens à veiller à la propreté de leur ville. Rien n'est fait non plus pour les inciter, à l'instar de ces villes espagnoles, italiennes ou françaises, à décorer leurs balcons de géraniums.

Il n'en reste pas moins malgré tout que c'est son architecture de style hausmanien – un butin de guerre, un de plus – qui fait son originalité par rapport aux autres villes du Maghreb. Remplacer cette architecture par des tours en verre, c'est tuer Alger. C'est ce qui est en train de se faire avec la destruction de l'immeuble «La Parisienne».

On aurait pu garder les façades et moderniser l'intérieur comme cela se fait à Paris, Londres et Rome dont les gestionnaires ont tiré les leçons de cette architecture des années 60 qui les a en partie défigurées. Ce qui a été fait avec les anciennes Galeries algériennes, rue Ben M'hidi, transformées en Musée d'art moderne, est possible ailleurs. Les façades sont restées telles quelles, l'intérieur a été modifié.

Quant à la Baie d'Alger, je l'imagine mal entourée de tours cachant la vue aux citoyens. Si cela se réalisait, Alger ne serait plus qu'une ville quelconque, formatée, une sorte de clone de ce qui s'est fait dans les pays du Golfe. S'il y a un exemple à suivre, c'est Istanbul. Les Turcs, fiers de leur passé, n'ont pas défiguré l'ancienne capitale ottomane et le Bosphore par des tours en verre. Raison pour laquelle elle attire plus de 20 millions de touristes par an.

H. Z.